

## Dans cette édition

Renforcement des capacités des cadres en termes d'analyse de viabilité de la dette (p.1)

Optimisation de la gestion des investissements dans l'espace AFRITAC Centre et AFRITAC de l'Ouest (p.1)

Renforcement des capacités par l'organisation de séminaires régionaux (p.2)

Amélioration de la maîtrise de la valeur en douane (p.3)

Assurer la production des statistiques des finances publiques (p.5)

Soutien à la mise à niveau du cadre réglementaire à la banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe (p.6)

Principales dates à retenir (P.7)

Nous sommes sur le Web !  
retrouvez-nous à l'adresse

[www.afritaccentre.org](http://www.afritaccentre.org)



[www.facebook.com/AFRITACcentre](https://www.facebook.com/AFRITACcentre)

## Evénements remarquables

### OPTIMISER LA GESTION DES INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE CENTRALE ET EN AFRIQUE DE L'OUEST



82 cadres d'administration d'Afrique Centrale et de l'Ouest ont renforcé leurs capacités en matière de gestion des investissements publics. Cette activité s'inscrivait dans la dynamique du renforcement de la gestion des investissements publics. Elle visait aussi à sensibiliser les participants aux enjeux et défis liés au recours aux nouveaux instruments de pilotage et de financement des investissements tels que les partenariats public-privé (PPP). Il s'agissait également de former les gestionnaires à l'identification et l'évaluation des risques budgétaires qui leur sont liés selon le modèle d'évaluation de ces risques développé par le FMI (évaluation P-FRAM). L'objectif principal du séminaire était d'améliorer les capacités des cadres en matière de gestion des investissements publics pour accompagner le développement des pays. Le thème du séminaire était : « Optimiser la gestion des investissements publics » et s'est tenu du 10 au 14 juin 2019 à Libreville.

### RENFORCER LES CAPACITES DES CADRES DE LA REGION EN TERMES D'ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE



Une douzaine de cadres de la région ont renforcé leurs capacités sur les principales caractéristiques du Cadre révisé de Viabilité de la Dette pour les Pays à Faible Revenu (CVD PFR) développé par le Fonds et la Banque mondiale. L'objectif de cet atelier était de présenter aux participants les principales caractéristiques du cadre révisé et de leur fournir une formation pratique sur l'utilisation du nouveau modèle du CVD PFR. Aussi, les participants ont travaillé sur une étude de cas de pays qui leur a permis d'analyser les résultats du modèle CVD PFR afin de mieux comprendre les vulnérabilités de la dette. Le CVD PFR approuvé les 26 et 27 septembre 2017 par les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale est devenu opérationnel à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018. Les principaux changements comprennent une meilleure mesure de la capacité d'endettement des pays et la mise en place d'outils pour améliorer la précision des prévisions macroéconomiques et l'évaluation des risques. Les changements devraient renforcer le cadre et favoriser un dialogue plus riche entre les autorités des pays et les équipes pays du FMI et de la Banque Mondiale. Cet atelier s'est tenu du 24 au 28 juin 2019 à Libreville (Gabon) en partenariat avec AFRITAC Centre.

## RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

### RENFORCEMENT DES PRINCIPALES FONCTIONS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Appuyer la mise en œuvre des actions prioritaires de mobilisation des recettes douanières et fiscales au **Congo**

La mission (de juin) a accompagné la mise en œuvre des actions concrètes de mobilisation des recettes fiscales et douanières. De manière spécifique, elle a aidé à : (1) identifier les entreprises à risque élevé en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ; (2) élaborer un plan de contrôle ponctuel adossé à des critères d'analyse de risques déclaratifs et de paiement ; (3) identifier des dossiers contentieux devant être traités en vue du recouvrement immédiat des soldes restant à apurer ; et (4) élaborer un plan de fiscalisation en matière de TVA et d'impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) des principales entreprises publiques ou entités administratives.

**Résultat** : Les autorités ont établi un plan global de mobilisation des recettes fiscales adossé à une synthèse du potentiel fiscal mobilisable.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer la collaboration douane-impôts pour accroître les recettes au **Gabon**

La mission (de juillet) portait sur le renforcement des pistes de collaboration entre la douane et les impôts susceptibles de soutenir la mobilisation efficace des recettes fiscales. La mission devait contribuer à : (1) l'identification des contribuables à risque déclaratif et de paiement élevés ainsi que ceux présentant des risques potentiels de minoration de valeur en douane ; (2) l'élaboration d'un plan de contrôle mixte fondé sur des cartographies de risques identifiés ; ainsi que (3) la préparation d'un mécanisme coordonné de prévention contre la fraude à la TVA.

**Résultat** : La mission a décelé 30 entreprises susceptibles d'être auditées dans le cadre d'un contrôle conjoint douane-impôts. Aussi, 1600 entreprises actives ont été identifiées comme devant être dispensées de la procédure de signalement au cordon douanier. Enfin, 102 entreprises qui ont déduit de manière illégale la TVA déductible feront l'objet d'un contrôle des services fiscaux.

### RENFORCEMENT DES PRINCIPALES FONCTIONS DES ADMINISTRATIONS DOUANIERES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Appuyer la mise en œuvre des actions prioritaires de mobilisation des recettes douanières au **Tchad**

La mission (de juillet) devait contribuer à : (1) la formulation d'un plan de renforcement du contrôle de la valeur en douane, en respect des règles prescrites par les accords de l'OMC en la matière ; (2) l'amélioration des conditions d'administration des exonérations douanières et (3) le renforcement du système de bancarisation en vue de sécuriser les recettes douanières.

**Résultats** : La mobilisation des recettes douanières à travers le système de virement bancaire a connu une nette progression au Tchad avec un taux de pénétration avoisinant plus de 80 % des montants payés par virement bancaire. Pour renforcer ce système, les autorités ont créé un comité de suivi composé des banques, des cadres du trésor et la douane. Dans ce contexte, la mission a contribué au développement d'un plan d'action devant conduire à la correction des faiblesses identifiées pour une meilleure traçabilité des recettes douanières.

Dans le domaine du renforcement du contrôle de la valeur en douane, la mission a assisté la Direction des domaines dans la formulation d'un programme de vérification tenant en compte les éléments suivants : (1) le développement de ses propres capacités en matière de contrôle de valeur, (2) la mise en place d'une procédure obéissant aux règles de l'OMC en la matière et, (3) la mise en place des procédures permettant une mobilisation significative des recettes. Des entreprises ayant bénéficiés d'exonérations douanières et dont les marchandises ont été détournées de leur objectif initial ont été identifiées et feront l'objet d'un contrôle.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Améliorer la maîtrise de la valeur en douane en **République Démocratique du Congo**

La mission (de juillet) portait sur l'appui à la mise en œuvre du projet pluriannuel d'assistance technique pour le renforcement de la maîtrise de la valeur en douane. Elle avait également pour objectif d'assister à l'élaboration d'un plan de contrôle des déclarations portant des risques de minoration de valeur.

**Résultat** : La mission a contribué : (1) à la rédaction de deux projets de textes définissant les nouvelles attributions de la valeur et du système Orange et, (3) à l'élaboration d'un plan de vérification et d'une méthodologie pour contrôler les entreprises portant des risques de minoration de la valeur en douane.

## RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

### AMELIORER LA PREPARATION DU BUDGET DE L'ETAT POUR LE RENDRE PLUS DETAILLE, CREDIBLE ET BASE SUR DES POLITIQUES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer l'élaboration des tendances conjoncturelles dans les **pays membres de l'AFRITAC Centre**

AFRITAC Centre, AFRISTAT, et la Commission de la CEMAC, ont organisé conjointement du 6 au 10 mai 2019 à Douala, un séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2019 et sur la prévision économique à court terme. Ce séminaire rassemblait les cadres des pays suivants : les états membres de la CEMAC, Burundi, les Comores, Djibouti, Madagascar, Sao Tomé-et-Principe et RDC. Le thème de cette rencontre portait sur la désaisonnalisation des séries chronologiques.

**Résultat** : Le séminaire a permis de renforcer les capacités des cadres des pays membres en désaisonnalisation des séries chronologiques, et de faire le point sur la mise en œuvre des recommandations formulées lors des séminaires précédents dans le domaine de la conjoncture économique et des prévisions.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Améliorer les dispositifs d'élaboration du cadre budgétaire au **Congo**

La mission (de juillet) s'est rendue à Brazzaville sur le renforcement des dispositifs d'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme. La mission avait pour objet de renforcer l'ancrage du cadrage macroéconomique aux dispositifs d'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme à partir du Tableau des opérations financières de l'État (TOFE) prévisionnel (issu du modèle de prévision macroéconomique développé au cours de la précédente mission).

**Résultat** : Les cadres se sont appropriés les démarches méthodologiques de projections à moyen terme et les bonnes pratiques internationales en la matière.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Rationaliser la gestion des affectations des recettes dans le budget de l'Etat et suivre les établissements publics au **Gabon**

Une mission d'assistance technique sur les recettes affectées et le suivi des établissements publics a appuyé les autorités gabonaises au mois de juin. Les enjeux de cette mission étaient d'améliorer la prise en charge des recettes affectées dans la loi de finances et leurs conditions d'exécution, et d'appuyer l'opérationnalisation de la cellule en charge de la tutelle des établissements publics nationaux. La mission a contribué à la mise en œuvre des réformes structurelles prévues dans le programme économique des autorités gabonaises soutenu par le FMI. En effet, le programme retient l'engagement des autorités d'éliminer dans le projet de budget 2020 toute affectation de recettes non conformes aux critères fixés par la loi (repère structurel, octobre 2019).

**Résultat** : Les affectations de recettes non conformes ont été identifiées.

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Evaluer la gestion des investissements publics au **Gabon**

Les conseillers en gestion des finances publiques et en analyse macrobudgétaire d'AFC ont participé à une mission d'évaluation de la gestion des investissements publics conduite par le département des finances publiques du FMI du 19 juin au 2 juillet 2019 à Libreville.

**Résultat** : La mission a effectué un diagnostic des cadres institutionnel et opérationnel de la gestion des investissements publics autour des piliers du PIMA (Evaluation de la gestion des investissements publics - *Public Investment Management Assessment*).

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Améliorer les dispositifs d'élaboration du cadre budgétaire en **République Centrafricaine**

La mission (de juin) portait sur le renforcement des dispositifs d'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme. La mission appuyait la direction générale du budget (DGB), les services et le Comité de cadrage macroéconomique et budgétaire commis à l'élaboration du CBMT à s'approprier la méthodologie d'élaboration du CBMT et du CDMT central et à préparer un CBMT/CDMT central expérimental (2020 – 2022) en considérant les conseils et la maquette transmise au cours de la précédente mission.

**Résultat** : Un CBMT/CDMT central expérimental (2020 – 2022) a été préparé et soumis à la validation des autorités.

## RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

### AMELIORER LA PREPARATION DU BUDGET DE L'ETAT POUR LE RENDRE PLUS DETAILLE, CREDIBLE ET BASE SUR DES POLITIQUES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Valider un guide de gestion du budget en mode programme en **République Démocratique du Congo**

La mission (de juillet) à Kinshasa s'articulait autour : (1) effectuer une revue qualité des projets annuels de performance réalisés par les experts nationaux en 2018, (2) d'organiser l'atelier de validation des guides de gestion du budget en mode programme comprenant : le guide d'élaboration des projets annuels de performance et des rapports annuels de performance et du guide de dialogue de gestion, et (3) de mettre à la disposition des acteurs de la gouvernance financière publique un outil d'appropriation de la gestion budgétaire en mode programme.

**Résultat** : Les autorités ont validé les guides et les recommandations pour améliorer les projets annuels de performance.

### AMELIORER L'EXECUTION ET LE CONTROLE BUDGETAIRES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer le contrôle interne budgétaire par la mise en place de la comptabilité-matière au **Cameroun**

La mission (de mai) s'est rendue à Yaoundé pour la mise en place du cadre institutionnel de la comptabilité matière. Les objectifs de la mission étaient : (1) d'élaborer le cadre réglementaire de la comptabilité matière à savoir un projet de décret et son arrêté d'application, (2) de produire les outils opérationnels à savoir les fiches opérationnelles des normes comptables relatives aux immobilisations et stocks prioritaires, les fiches individuelles d'inventaire et (3) d'élaborer le dispositif de consolidation national des données de la comptabilité-matière et de rapprochement infra annuel et annuel avec la comptabilité générale de l'Etat.

**Résultat** : La mission a produit un projet de décret relatif à la comptabilité matière et son arrêté d'application ainsi que les fiches opérationnelles et d'inventaire.

### RENFORCER LA COMPILATION ET LA DIFFUSION DES STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES POUR LA PRISE DE DECISION

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Assurer la production des statistiques des finances publiques au **Gabon**

Une mission d'assistance technique sur l'application de la méthodologie du Tableau des opérations financières de l'État (TOFE) a assisté les cadres des statistiques dans le cadre du programme d'activités d'AFRITAC Centre au mois de juin. Elle venait appuyer les cadres gabonais du TOFE à la mise en œuvre la directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 de la CEMAC portant TOFE.

**Résultat** : La revue et la validation du projet de Situation des Opérations des Administrations Publiques (SOAP) pour 2018 et de ses tableaux détaillés préparés par les autorités à partir de la Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) et du Compte Général de l'Etat (CGE), auxquels des améliorations ont été apportées. L'élaboration du compte de patrimoine statistique pour 2018 et 2017 à partir de la Situation nette de l'État présentée dans le CGE et la formation des nouveaux agents sur les principales caractéristiques de la méthodologie du Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2014 (MSFP 2014) ainsi que les procédures d'élaboration des Statistiques des Finances Publiques (SFP).

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Assurer la production des statistiques des finances publiques en **Guinée équatoriale**

Une mission d'assistance technique sur l'application de la méthodologie du Tableau des opérations financières de l'État (TOFE) a assisté les cadres des statistiques dans le cadre du programme d'activités du Centre au mois de juillet. Cette mission visait le renforcement des capacités en matière de statistiques des finances publiques. Elle avait pour principal objectif d'appuyer les cadres de la guinéens du TOFE à la mise en œuvre la directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 de la CEMAC portant TOFE, et à la production des tableaux du cadre d'analyse minimum.

**Résultat** : La mission a permis d'effectuer la revue et la finalisation du décret-loi portant transposition de la directive du TOFE CEMAC dans la loi nationale (à faire ratifier par le nouveau Ministre des Finances), et d'élaborer une matrice de collecte des données source de la dette publique (emprunts/crédits à long terme) selon le guide de la dette du secteur public du FMI, et ce en conformité avec les normes de reporting de la base de données de la Banque mondiale.

## RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

### RENFORCER LA COMPILATION ET LA DIFFUSION DES STATISTIQUES MACROECONOMIQUES POUR LA PRISE DE DECISION

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Promouvoir le rebasage du PIB et la migration vers le système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) dans les **pays membres d'AFRITAC Centre**

Le renforcement des capacités des cadres de la région en matière des travaux de changement d'année de base des comptes nationaux et la migration au SCN 2008 était au centre d'un séminaire régional organisé par AFRITAC Centre. Cette opportunité a permis de présenter à une trentaine de cadres des pays membres d'AFC les améliorations méthodologiques du SCN 2008 par rapport au SCN 1993. Il s'agissait aussi de mettre un accent particulier sur la qualité des données des enquêtes nécessaires pour le rebasage des comptes nationaux et de sensibiliser les cadres sur l'importance des données sources dans leurs futurs travaux de rebasage. Le séminaire régional avait pour thème : Le rebasage du PIB et la migration au SCN 2008 et se tenait du 15 au 19 juillet 2019 à Yaoundé (Cameroun).

**Résultat** : Les cadres de la région sont mieux outillés pour mener des travaux de rebasage du PIB dans leurs pays respectifs.



- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer la production des comptes nationaux au **Gabon**

Une mission d'assistance technique sur l'introduction des comptes nationaux trimestriels et leur mise en cohérence avec les comptes annuels a assisté les cadres de la Direction générale de la statistique dans le cadre du programme d'activités 2020. Cette mission avait pour objectifs d'identifier et développer les nouvelles sources de données requises pour la mise en place des Comptes Nationaux Trimestriels (CNT) cohérents avec les Comptes Nationaux Annuels (CNA), poursuivre l'appui pour rattraper les retards dans la production et la publication des CNA et identifier les changements méthodologiques à envisager pour améliorer la qualité et la cohérence des comptes nationaux du Gabon. La mission se tenait du 10 au 21 juin 2019 à Libreville.

**Résultat** : Le système de calcul des CNT a été mis en place et la qualité des comptes nationaux annuels pour la période 2017-2018 a été améliorée.

**Bénéficiaire et objectif** : RDC - Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer la production des comptes nationaux en **République Démocratique du Congo**

L'Institut National de la Statistique (INS) a reçu une mission d'assistance technique sur les comptes nationaux. Cette mission avait pour objectif d'appuyer l'INS dans le processus de mise en place de la série à jour des comptes nationaux annuels (CNA) et dans la réalisation des Equilibres Ressources Emplois (ERE) de la nouvelle année de base des comptes nationaux. Il s'agissait : (1) d'assister les cadres de la comptabilité nationale dans la réalisation des ERE de la nouvelle année de base selon le SCN 2008, (2) de poursuivre l'appui dans la production des CNA pour la période 2016-2018 selon le SCN 1993, et (3) d'identifier les nouvelles sources de données requises pour la production régulière des CNA et les changements méthodologiques à envisager pour améliorer leur qualité. La mission se tenait du 22 juillet au 2 août 2019 à Kinshasa.

**Résultat** : Les cadres ont réalisé le tableau des Equilibres Ressources Emplois (ERE).



## RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

### DEVELOPPER LE MARCHÉ DOMESTIQUE DE LA DETTE AFIN DE REDUIRE LES COÛTS ET LES RISQUES DE LA DETTE PUBLIQUE EN AUGMENTANT LE CHOIX ET LA CAPACITE DU FINANCEMENT SUR LE MARCHÉ INTERIEUR

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Améliorer le cadre de gouvernance du marché des titres publics de la **CEMAC**

Le Centre a organisé une visite d'apprentissage par les pairs à l'intention des cadres de la BEAC auprès de l'agence UMOA-Titres basée au Sénégal dans le domaine de la gestion de la dette publique au mois de mai. En effet, la BCEAO dispose d'une expérience riche et un modèle intéressant en termes de développement et de gouvernance du marché des titres publics à travers l'Agence UMOA-Titres, et se trouve de ce fait être une source d'inspiration pour la Banque des Etats de l'Afrique Centrale qui se prépare pour le même exercice.

**Résultat** : Les participants sont mieux préparés pour élaborer et proposer la réforme relative à l'amélioration du cadre de gouvernance du marché des titres publics de la CEMAC.



### RENFORCER LA SURVEILLANCE DU SECTEUR FINANCIER EN METTANT A NIVEAU LE CADRE REGEMENTAIRE CONFORMEMENT AUX NORMES INTERNATIONALES

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Soutenir la mise à niveau du cadre réglementaire de la **Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe (BCSTP)**

AFRITAC Centre a animé un atelier de travail au mois de mai avec les superviseurs bancaires de la BCSTP pour finaliser l'élaboration d'une méthodologie de notation des établissements de crédit, destinée à évaluer rigoureusement leur profil de risque, et pour préparer les éléments d'une future réglementation prudentielle (NAP, norme d'application permanente) relative aux règles de bonne gestion des risques dans les établissements de crédit.

**Résultat** : Cette mission a aidé la BCSTP à mettre à niveau le cadre de la réglementation prudentielle et renforcer les capacités des superviseurs bancaires à mettre en œuvre l'approche de la supervision basée sur les risques.



### AMELIORER L'EFFICIENCE DE L'UTILISATION DES MOYENS DE SUPERVISION AFIN DE MIEUX SUPERVISER LES PRINCIPAUX RISQUES PRESENTS DANS LE SYSTEME BANCAIRE

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer la gestion des risques bancaires à la **Banque Centrale du Congo (BCC)**

La Banque Centrale du Congo a reçu une mission d'assistance technique bilatérale (fin mai, début juin) sous forme d'un « atelier de formation » et d'un « atelier de travail » dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires. Les superviseurs bancaires ont été formés aux normes prudentielles relatives à l'ICAAP (internal capital adequacy assessment process), figurant dans le dispositif de Bâle. Ils ont également établi une feuille de route pour la mise en œuvre à moyen terme d'un tel dispositif d'auto-évaluation, par les établissements assujettis, de leurs besoins de fonds propres en fonction de leur profil de risque, en complément des exigences de fonds propres réglementaires déterminées par la BCC. Une note méthodologique relative aux modes opératoires pratiques des contrôles sur place de la BCC dans les établissements de crédit concernant le dispositif de gestion des risques, en application de l'instruction n°22 révisée de la BCC y relative, publiée le 14 mai 2019 a été finalisée.

**Résultats** : Les capacités de la BCC ont été renforcées pour anticiper une réforme complexe à mettre en œuvre et dont la réussite dépendra assez largement de la qualité des données que les établissements assujettis seront en mesure de produire. Elle s'est également assurée rigoureusement, auprès des établissements de crédit, de leur mise en œuvre appropriée et déterminée des exigences prudentielles renforcées de la BCC en matière de gestion des risques, afin de renforcer la résilience du système bancaire.

## RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX PAYS ET INSTITUTIONS REGIONALES

### AMELIORER L'EFFICIENCE DE L'UTILISATION DES MOYENS DE SUPERVISION AFIN DE MIEUX SUPERVISER LES PRINCIPAUX RISQUES PRESENTS DANS LE SYSTEME BANCAIRE

- **Objectif spécifique et bénéficiaire** : Renforcer la gestion des risques bancaires à la **Banque de la République du Burundi (BRB)**

La BRB a reçu une mission d'assistance technique en afin de renforcer les capacités des superviseurs bancaires de la BRB dans deux domaines importants. Il s'agissait d'évaluer la situation des établissements de crédit s'agissant de la classification et du provisionnement des créances non performantes et, de déterminer le profil de risque des établissements de crédit selon une démarche rigoureusement structurée.

**Résultats** : Une feuille de route à la BRB a été élaborée pour engager un plan d'action global destiné à mettre en œuvre l'IFRS 9 au Burundi, au moyen de la révision de la réglementation prudentielle et de l'adaptation des modes opératoires de la supervision concernant les créances non performantes. Le guide méthodologique du modèle de notation de la BRB, désormais appelé « Système d'Evaluation du Profil de Risque des Etablissements de Crédit » (SEPREC) a été révisé.

#### PRINCIPALES DATES A RETENIR

#### MISSIONS

Domaine	Pays/Institution	Objectif	Date
Administration douanière	Gabon	Assurer la mise en œuvre des actions prioritaires de mobilisation des recettes	9-20 septembre 2019
Administration fiscale	RCA	Renforcer la TVA et appuyer à la mobilisation des recettes	16-27 septembre 2019
Gestion des finances publiques (budget)	CEMAC	Préparer la directive relative à la comptabilité matière	5-15 août 2019
	Congo	Programmation des Investissements publics en AE/CP	7-18 Octobre 2019
	Gabon	Contrôle interne et le pilotage de l'exécution du budget	28 Octobre au 08 Novembre
	Tchad	Poursuivre les travaux de mise en place de la nouvelle nomenclature budgétaire	4-19 septembre 2019
Gestion des finances publiques (comptabilité)	Gabon	Améliorer la qualité des informations comptables	2-13 septembre 2019
Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	RDC	Approfondir les processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires	2-13 septembre 2019
Statistiques des finances publiques	Congo	Elaborer le TOFE selon la nouvelle méthodologie du MSFP 2001/2014	9-20 septembre 2019
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Elaborer et diffuser des comptes nationaux trimestriels	23 septembre-4 octobre 2019
Gestion de la dette publique	Gabon	Assurer une meilleure utilisation du cadre de viabilité de la dette AVD-PAM	7-18 octobre 2019
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Réviser la méthodologie de contrôle sur place du risque de crédit dans les établissements de crédit	2-13 septembre 2019

#### SEMINAIRES REGIONAUX

Domaine	Thème	Lieu	Date
Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	Renforcer les prévisions des recettes budgétaires	Sao Tomé	5-9 août 2019
Régulation et supervision bancaires	Pour une approche efficace de la régulation et de la supervision concernant la cybersécurité dans le secteur bancaire	Cotonou	23-26 septembre 2019

*AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :*



Affaires mondiales  
Canada

Global Affairs  
Canada



Australian Government  
Department of Foreign Affairs and Trade



Ministry of Foreign Affairs of the  
Netherlands